HAL
open science

Guerre civile éthiopienne et non-intervention extérieure

David Ambrosetti

To cite this version:

David Ambrosetti. Guerre civile éthiopienne et non-intervention extérieure. Table-ronde : Guerres libérales en Afrique, LAM, Sciences Po Bordeaux, Jun 2022, Bordeaux, France. halshs-03922184

HAL Id: halshs-03922184

https://shs.hal.science/halshs-03922184

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Table-ronde « Guerres libérales en Afrique », LAM, 1er juin 2022

Guerre civile éthiopienne et non-intervention extérieure

David Ambrosetti (CNRS, LAM)

Ce papier (version provisoire) traite d'une situation de guerre civile en cours en Ethiopie et qui, à ce jour, n'a conduit à aucune forme d'intervention armée mandatée pour rétablir la sécurité des individus frappés par la guerre, pour faire cesser les violences armées en général ou la multiplication des atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire en particulier. Le principal conflit armé, au regard de ses effets, est celui qui oppose depuis le 4 novembre 2020 les forces armées loyales au gouvernement fédéral éthiopien aux *Tigrean Defence Forces* (TDF) menées par le *Tigrean People Liberation Front* (TPLF), dans le nord du pays. Parallèlement, d'autres conflits armés perdurent voire s'intensifient, en particulier l'insurrection menée par l'*Oromo Liberation Army* (OLA) dans l'ouest et le sud du pays.

Ces conflits armés sont la source de déchaînements de violence extrême qui affectent plusieurs régions du pays. Depuis novembre 2020 et le début du conflit dans le Tigray s'accumulent les prises de parole de représentants gouvernementaux et de figures reconnues de la diplomatie internationale, à un rythme régulier, même si elles peuvent être jugées relativement rares, et peu relayées, par rapport à d'autres situations de guerres civiles d'intensité équivalente. Des discussions diplomatiques ont été menées, et se poursuivent, dans plusieurs instances internationales. Personne en charge de relations avec l'Ethiopie ne peut aujourd'hui ignorer cette situation de violence intense.

Dès lors, la guerre actuelle en Ethiopie devient un observatoire de décisions et d'absences de décisions internationales, à partir duquel nous pouvons espérer identifier des régularités et des spécificités par rapport à des cas relevant de l'interventionnisme libéral contemporain, en particulier ceux qui seront collectivement discutés lors de notre table-ronde.

Une première section de ce papier permet d'éclairer un aspect, celui du risque de sélectivité dans la dénonciation des atteintes aux valeurs libérales élémentaires par des Etats et des organisations qui auraient ainsi le pouvoir susciter l'émoi et justifier l'action armée là ils y trouveraient un intérêt, au détriment d'autres situations qui seraient occultées, par manque d'intérêt ou en fonction d'intérêts contraires. C'est là une accusation bien connue des spécialistes des interventions armées dites humanitaires. Le cas éthiopien étudié ici montre que la question de la visibilité de la guerre et des violences est bien présente dans les esprits, ceux des belligérants eux-mêmes comme des diplomates étrangers qui suivent cette situation.

Ce point amène à considérer dans un deuxième temps les tensions diplomatiques qui en ont découlé, entre Addis-Abeba et Washington plus particulièrement. Il est utile de noter ici une forme de continuité avec d'autres tensions apparues quand de précédents gouvernements dirigeaient ces deux Etats, là encore à propos des exactions gouvernementales éthiopiennes et les ingérences (verbales) américaines.

Cette continuité concerne plus largement l'attention que Washington et les autres partenaires occidentaux accordent aux risques de déstabilisation généralisée et d'effondrement soudain des autorités en place à Addis-Abeba, et ce depuis longtemps (nous nous limitons ici à l'après-1991).

Cette (rapide) évocation des logiques diplomatiques en présence entre l'Ethiopie et les Etats-Unis (et leurs partenaires européens) permet de dessiner une configuration particulièrement défavorable à l'interventionnisme libéral armé.

DRAFT

En situation de non-intervention, l'horizon d'attentes favorables à l'interventionnisme libéral continue de se manifester

Ce qui est appelé l'interventionnisme libéral ne constitue certainement pas un corpus doctrinal cohérent, consensuel, formalisé, qui dicterait aux divers acteurs intéressés (décideurs politiques, diplomates et autres hauts fonctionnaires gouvernementaux, fonctionnaires internationaux, organisations humanitaires et de défense des droits l'homme, analystes, etc.) ce qu'ils et elles doivent faire dans chaque situation. Cet interventionnisme est d'abord une pratique politico-militaire, consistant à fixer à des forces armées étrangères la mission de mettre fin à des situations de guerres civiles ou de violences politiques de masse et rétablir les bases d'un système juridique et politique permettant la protection minimale des droits fondamentaux des habitants du pays concerné.

Cette pratique a néanmoins installé un horizon d'attentes dans les esprits des praticiens et observateurs, journalistes, commentateurs, de la politique internationale contemporaine, auprès de diverses audiences. Dans plusieurs pays occidentaux, ce phénomène semble assez indiscutable. Il a été rendu particulièrement visible depuis la fin de la guerre froide, n'influençant pas uniquement les pratiques interventionnistes armées de certains Etats occidentaux, mais également les interventions armées multinationales que constituent les opérations de la paix de l'ONU. On a pu ailleurs montrer les effets d'un tel « récit » en faveur d'un agenda interventionniste libéral, récit devenu influent parmi les acteurs de la paix et la sécurité internationales à l'ONU, plus spécifiquement sur les enjeux d'influence et de crédibilité diplomatique et militaire entre Etats membres de l'ONU.

Que devient cet horizon d'attentes lorsqu'à une situation de guerre civile et de violence politique extrême ne donne pas lieu à une réaction armée au nom d'un agenda libéral ? Même en l'absence d'une perspective d'intervention armée, cet horizon demeure dans la situation éthiopienne. Il constitue une toile de fond, grâce à des voix influentes qui ne manquent pas de l'activer et d'en assurer la présence à l'ordre du jour des discussions diplomatiques. Et les belligérants l'ont anticipé.

Dès le déclenchement des hostilités entre les forces fédérales et le TPLF, dans la nuit du 3 au 4 novembre 2020, les autorités fédérales éthiopiennes ont œuvré à instaurer un blocus d'informations en interrompant les infrastructures de communication et d'information, en refusant l'accès aux abords des zones de combats pour les journalistes et les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme. Cet état de fait voulu par les autorités éthiopiennes a compliqué les tâches de compilation des informations et d'analyse de la situation. En particulier, il a rendu les observateurs extérieurs davantage dépendants des parties prenantes dans le conflit.

La nécessité de répondre aux besoins vitaux des réfugiés et déplacés, les destructions d'infrastructures, de bétails et de cultures agricoles, associées à un épisode de sécheresse sévère annonçant une crise alimentaire majeure dans la région du Tigray, et l'inquiétude grandissante face aux informations évoquant la répétition d'épisodes de violences de masse commises contre des civils par les forces armées éthiopiennes et érythréennes déployées dans le Tigray ainsi que par les milices Amhara alliées au gouvernement fédéral, notamment des violences sexuelles prenant un caractère systématique, autrement dit des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité, tous ces éléments ont généré une pression internationale diffuse mais constante pour que les autorités éthiopiennes autorisent l'accès aux zones affectées par le conflit dans le Tigray pour la distribution d'une aide humanitaire d'urgence. Celle-ci est toutefois restée sous étroit contrôle gouvernemental.

Puis, quand la majorité du territoire du Tigray a été repris par les TDF mais s'est trouvé coupé du reste du monde, encerclé par les différentes forces alliées contre lui, freinant notamment les livraisons d'armes provenant de la frontière entre le Tigray et le Soudan, à l'ouest, un blocus quasi total s'est installé, Addis-Abeba laissant passer au goutte-à-goutte les convois humanitaires à destination des zones les plus affectées

DRAFT

du Tigray. Là encore, des voix se sont élevées dans les cercles diplomatiques et à l'ONU à l'encontre du gouvernement éthiopien pour mettre fin aux blocages de l'aide humanitaire. Cette situation a d'ailleurs ouvert une nouvelle dynamique dans le conflit, les TDF reprenant l'offensive à l'automne 2021, s'approchant dangereusement de la capitale avant d'être repoussées, puis ouvrant une brèche à l'est, en territoire Afar, menant depuis des combats réguliers dans cette zone, ainsi que des exactions contre des civils Afar.

En dépit de la situation, des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme enquêtent, collectent des informations et communiquent sur ces situations de violence. Des gouvernements et des organisations internationales manifestent régulièrement leurs préoccupations face à ces situations, face aux violences elles-mêmes et leurs effets, en termes de flux de déplacés et de réfugiés, de fractures intercommunautaires, de déstructuration des activités vivrières et d'élevage, de crises alimentaires qui s'installent, etc.

Ces situations deviennent ainsi des objets d'analyse politique et de discussion diplomatique, bénéficiant d'un écho plus ou moins important dans les médias. Les relations entre Addis-Abeba et Washington depuis le déclenchement du conflit permettent d'en rendre compte.

La prise en compte de l'urgence humanitaire et des violations du droit international humanitaire a généré un climat de crispation diplomatique entre Addis-Abeba et Washington

Des émissaires des Etats voisins de l'Ethiopie et de l'Union africaine ont rapidement tenté d'aider à renouer le dialogue entre les belligérants afin de faire taire les armes. Sans succès, Addis-Abeba leur opposant un refus poli mais ferme. Le département d'Etat fut néanmoins l'une des premières diplomaties à s'inquiéter de la multiplication des violences contre les civils. Depuis, c'est lui qui assume le plus grand effort en termes de prises de parole visant à condamner les violences commises par les forces belligérantes, y compris le gouvernement fédéral, et à appeler à la fin des combats pour éviter l'enlisement militaire source de prolongation inutile des souffrances et des destructions. C'est à ce titre que l'Ethiopie a été temporairement suspendue du programme américain AGOA.

Ces réponses internationales heurtent directement la stratégie éthiopienne qui consiste à contenir les tentatives d'immixtion internationale. Les réactions officielles éthiopiennes ont pris une tournure particulièrement aigre à l'encontre de la diplomatie américaine. Parce qu'il est également dans l'intérêt des rebelles de rompre le silence qu'ont voulu instaurer les autorités d'Addis-Abeba (et d'Asmara) sur ce conflit, pour éviter l'étouffement, Washington s'est rapidement vu accusé par Addis-Abeba de partialité pro-rebelles. A plusieurs occasions, il s'est trouvée en ligne de mire médiatique et diplomatique des autorités éthiopiennes. L'Union européenne a suivi, un pas en arrière. Leurs messages d'alertes et leurs appels à un changement de cap dans le traitement du conflit ont fait l'objet d'invectives par le gouvernement fédéral, sur un registre anti-néocolonial.

Ne surestimons pas la portée de ces accusations éthiopiennes, néanmoins. Elles semblent certes porter quelques fruits dans les franges des diasporas africaines les plus engagées dans la dénonciation du néocolonialisme occidental, grâce au travail intense d'une diaspora éthiopienne pro-gouvernementale basée aux Etats-Unis, à Washington en particulier. Mais les opposants au gouvernement éthiopien les plus fervents au sein de la diaspora éthiopienne aux Etats-Unis, en particulier ceux qui entretiennent des

DRAFT

sympathies avec les mouvements insurgés et les forces politiques d'opposition (au sein des communautés tigréennes et oromo en particulier) ne sont pas en reste, et mobilisent tout autant contre le « génocide » en cours dans le Tigray, contre la répression des aspirations oromo, etc.

Cette accusation de partialité pro-rebelles adressée à plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis en tête, par le gouvernement fédéral éthiopien ne résiste pas vraiment à l'analyse, comme nous allons le voir dans la section suivante. Mais il faut ici noter une continuité assez remarquable à propos de ces crispations diplomatiques actuelles entre Addis-Abeba et Washington. Elles ressemblent pour beaucoup à celles qui ont pu être observées à chaque fois que des accusations étayées par des grandes organisations américaines ou européennes de défense des droits de l'homme ont été relayées par Washington contre Addis-Abeba, et ce durant l'ère où le TPLF tenait largement les rênes du pays. Il y a donc une certaine ironie à voir Washington accusé de paternalisme néocolonial et de connivence avec l'ennemi, hier par les dirigeants du TPLF lorsque ces derniers entendaient mâter par la force leurs opposants politiques et armés (évoquant notamment la main invisible du Caire avec la complicité bienveillante de Washington), et aujourd'hui par le gouvernement d'Abiy Ahmed (avec une similitude remarquable dans les termes utilisés) quand ce dernier entend mâter précisément ces dirigeants du TPLF désormais devenus des chefs rebelles en lutte armée contre le pouvoir fédéral. La scène a été jouée et rejouée. C'est une posture qui demeure un levier disponible, une recette qui s'est transmise au sein d'une classe administrative et politique qui a fait ses classes durant 27 ans de règne de l'EPRDF. Nous y revenons plus bas.

Par conséquent, aux yeux de la diplomatie américaine, cette attention portée aux violations du droit international humanitaire en Ethiopie ne constitue pas non plus une nouveauté. Dans l'ensemble, le poids de ce sujet dans la politique intérieure américaine reste extrêmement faible. Il en est de même dans les autres sociétés politiques occidentales, pourtant relativement habituées voire acquises à l'argument salvateur pour motifs humanitaires. Pour comprendre l'absence d'appels ouverts à une réponse militaire étrangère urgente en vue de mettre fin à cette situation de guerre en Ethiopie, cette stratégie de communication agressive de la part d'Addis-Abeba et de ses soutiens ne saurait suffire. Il faut comprendre ce relatif silence à la lumière d'appréciations diplomatiques largement partagées quant à la difficulté d'identifier le chemin qui conduirait à la « paix », une paix sinon durable, du moins « faisable », dans la situation politique que connaît l'Ethiopie aujourd'hui.

Encouragements extérieurs prudents et accommodement vis-à-vis d'un ordre politique en recomposition violente

Le positionnement des Etats-Unis et de plusieurs autres diplomaties occidentales tout au long de ce conflit révèle un souci de maintenir l'équilibre entre plusieurs contraintes. La diplomatie américaine a montré, de longue date, qu'elle souhaitait maintenir un niveau minimal de stabilité des autorités politiques en place à Addis-Abeba. Le gouvernement éthiopien doit être suffisamment stable pour assurer un contrôle réel et empêcher tout éclatement provoqué par les multiples forces centrifuges qui traversent le pays de façon chronique, car un tel éclatement aurait des répercussions régionales importantes, étant donné le poids démographique et économique de l'Ethiopie dans la région, étant donné le rôle de relais que cet Etat a accepté de jouer dans divers sujets sécuritaires, profitant de son armée réputée bien formée et disciplinée.

En outre, la croissance économique qu'a connu l'Ethiopie depuis le milieu des années 2000, fort d'un marché de consommation émergent, suscite plusieurs projets d'investissements. Le précédent gouvernement, dans lequel TPLF occupait une place prépondérante, avait régulièrement suscité quelques

irritations dans les chancelleries étrangères, du fait du ferme contrôle qu'il entendait exercer sur les secteurs économiques jugés les plus stratégiques pour le développement économique du pays, contre une ouverture trop rapide du marché intérieur aux acteurs commerciaux étrangers. Mais il avait également montré à ses partenaires étrangers que ce dirigisme économique produisait quelques effets positifs pour la modernisation des infrastructures du pays, qu'il permettait la mise en place de montages financiers inspirant largement confiance aux grands bailleurs financiers étrangers, et qu'il permettait incidemment l'accès à des marchés intéressants à court terme, notamment dans le secteur de la construction boosté par d'importants investissements publics. Là encore, conserver un interlocuteur stable sur ces sujets économiques semblait préférable à en remise en cause brutale des autorités en place.

Cet attachement étatsunien à un niveau minimal de stabilité politique ne doit toutefois pas conduire à la conclusion que l'Ethiopie était devenu un havre de paix avant novembre 2020 grâce à une vigilance de tous les instants de Washington. Ce serait sous-estimer la force des tensions politiques qui ont traversé le pays depuis la chute de la junte militaire du *derg* en 1991. Ce serait également surestimer les capacités de l'administration américaine en vue d'une résolution pérenne de l'ensemble des conflits politiques violents qui secouent régulièrement le pays. C'est en fait une longue histoire d'habituation des partenaires extérieurs à un certain niveau de violence politique, dans ce qui apparaît comme une quête de stabilisation du pouvoir éthiopien, une quête qui est restée très inachevée à ce jour.

Depuis la prise du pouvoir par les rebelles de l'EPRDF en mai 1991 à Addis-Abeba, le gouvernement éthiopien a tenté, avec son « fédéralisme ethnique » tant commenté par les observateurs extérieurs, d'instaurer un ordre politique reposant sur la reconnaissance des « nations, nationalités et peuples » constitutifs de la nouvelle république fédérale éthiopienne selon sa constitution de 1994. Les premières années ont correspondu à une renégociation des relations entre centre et périphéries, allant jusqu'à la sécession de l'Erythrée en 1993, dans des conditions pacifiques initialement, et sous le regard bienveillant des Etats-Unis et d'autres partenaires extérieurs, avant que cette séparation ne conduise à une guerre interétatique conventionnelle particulièrement intensive de 1998 à 2000. En a résulté, en 2001, une profonde crise au cœur du pouvoir à Addis-Abeba dont le Premier ministre Mélès Zenawi, leader du TPLF, est sorti victorieux et renforcé.

Les élections générales de 2005 ont produit un nouveau défi lancé au pouvoir, mais cette fois non pas par des forces ethno-régionales aspirant à davantage d'autonomie, mais au contraire par de nouvelles forces politiques invoquant le modèle des démocraties libérales et des systèmes multipartites gouvernant sur un mode davantage unitaire et centralisé. Après cette crise, et la répression sanglante de ces forces d'opposition qui avaient défié le pouvoir, l'autoritarisme du régime EPRDF est devenu la règle, un autoritarisme exercé par la coalition au pouvoir sur une base toujours ethno-fédérale. Cet assemblage entre un attachement viscéral à l'organisation ethno-fédérale du pays et un autoritarisme impitoyable exercé par chacun des partis de la coalition au pouvoir dans son fief respectif a renforcé les forces centrifuges, l'ethno-nationalisme dans la plupart des Etats régionaux (*killil*) a prospéré, seule grammaire autorisée pour réclamer un accès à la décision et aux ressources.

De façon tout à fait significative, l'ultime défi lancé au régime EPRDF est venu d'un mouvement populaire d'une ampleur inédite largement porté par les vents de l'ethno-nationalisme, dans le *killil* le plus peuplé du pays, également le plus revendicatif : l'Etat régional d'Oromiya. Ce qui a été labellisé « *Oromo protests* » a cristallisé dès 2015 les ressentiments contre le régime EPRDF. Les forces d'opposition s'exprimaient avec une virulence inédite *via* des chaînes satellites de la diaspora éthiopienne émettant depuis l'Europe et le Etats-Unis. Des figures de la diaspora à la tête de ces chaînes satellitaires et disposant de passeports occidentaux s'engageaient dans la bataille contre le pouvoir, à distance puis en négociant leur entrée en Ethiopie pour rejoindre la lutte politique partisane. Des organisations de droits de l'homme documentaient la fuite en avant répressive du régime. Des analystes étrangers largement reconnus en

DRAFT

Ethiopie travaillant pour le compte de *think tanks* basés aux Etats-Unis et en Europe (en particulier l'*International Crisis Group* et l'*OpenDemocracy*) publiaient en anglais des analyses largement diffusées décrivant l'impasse politique dans laquelle se trouvaient l'EPRDF et son appareil répressif, appelant à un rebond démocratique comme la seule issue souhaitable à la crise.

Ce mouvement a été suivi de près par les Etats-Unis et les autres chancelleries occidentales, qui ont gardé une posture prudente et discrète, alors même que la matière existait sur le terrain pour glorifier la révolte populaire en cours et appeler à une action diplomatique ferme contre l'autoritarisme du pouvoir éthiopien, comme cela avait pu être observé dans plusieurs situations de révolutions en Afrique du Nord eu au Proche-Orient au cours de ces années 2010. La diplomatie américaine ne manquait toutefois pas d'évoquer dans ses échanges avec le pouvoir éthiopien sa préoccupation face à ces violences, suscitant l'agacement de ce dernier.

De cette séquence révolutionnaire, qui n'a cessé de s'intensifier entre 2015 et 2017, est née la transition politique de 2018, avec la démission surprise du Premier ministre Hailémariam Dessalegn en février 2018, puis la nomination surprise d'Abiy Ahmed à la tête du gouvernement en avril. Il ne s'est pas immédiatement agi d'une alternance politique – Abiy Ahmed et son entourage provenaient de l'appareil politico-sécuritaire de l'EPRDF – mais bien plutôt d'une guerre de palais réussie qui conduira à l'éviction progressive du TPLF hors de la coalition au pouvoir.

En dépit des espoirs entretenus à son encontre (des espoirs assez démesurés, il faut bien le dire, au vu de l'histoire politique récente de l'Ethiopie), Abiy Ahmed et son nouveau parti de la Prospérité ont certes tenté d'enrayer la dynamique centrifuge ethno-nationaliste qu'encourageaient la constitution de 1994 et la pratique politique de l'EPRDF, mais ils ont dans l'ensemble renoué avec les pratiques autoritaires, monopolistiques et répressives de l'EPRDF (et des régimes qui l'avaient précédé). On observe ainsi dans les premières semaines de ce nouveau règne la multiplication des foyers de contestation et de répression armée, provoquant des flux massifs de déplacés dans le pays, au moment où les observateurs extérieurs saluaient le rapprochement éthiopien avec le régime érythréen. Les arrestations politiques ont rapidement refait leur apparition. Depuis 2018, les conflits armés localisés ont prospéré dans les périphéries du pays, dans l'Ouest et le Sud de la région Oromiya, dans les espaces frontaliers entre régions Oromiya, Somali et Afar, dans le Bénishangul-Gumuz, dans plusieurs zones de la région des Nations, Nationalités et Peuples du Sud, et bien sûr dans la région Tigray et ses frontières avec les régions Amhara et Afar.

Une intervention armée extérieure ne saurait être une option pour répondre aux conflits armés en Ethiopie, à ce jour

Cette rétrospective révèle, au-delà des soubresauts observés, une certaine continuité des dilemmes et débats qui traversent la société politique éthiopienne, où le risque d'éclatement du pays semble toujours palpable, et brandi par les forces les plus centralisatrices du pays, et où l'autoritarisme, la répression policière, les luttes armées insurrectionnelles et le recours aux états d'urgence et aux régimes militaires d'exception dans les territoires périphériques s'installent dans une forme de normalité.

Parallèlement se dessine une continuité dans les relations entre Addis-Abeba et ses partenaires diplomatiques, en particulier les Etats occidentaux les plus habitués au registre de l'interventionnisme libéral. Cette continuité est assez frappante lorsqu'on observe ces relations durant cette riche séquence entre 2015 et aujourd'hui, comme nous avons voulu le montrer. Le pouvoir en place à Addis-Abeba (que ce soit l'actuel ou le précédent) peut compter sur une relative compréhension de ces partenaires à propos des défis redoutables auxquels il fait face dans un environnement particulièrement turbulent. Il montre

DRAFT

qu'il sait éviter un effondrement de l'Etat, tout en entretenant une habituation des partenaires à un certain niveau de violence physique dans le pays, tant que cette violence reste éloignée de la capitale, peu relayée dans les médias, et dans des proportions équivalentes aux précédentes. Le régime parvient en général à éviter qu'une autre force politique dans le pays n'apparaisse aux yeux des partenaires diplomatiques comme la seule à même d'instaurer la stabilité dans le pays. Enfin, quelles que soient les difficultés rencontrées, il veille à rester utile à ses partenaires occidentaux dans un rôle régional de stabilisation politique et militaire, notamment de lutte contre des mouvements armés radicaux. Et parallèlement, il multiplie les liens avec des partenaires concurrents pour conserver un climat de compétition entre partenaires.

A l'inverse, tout semble indiquer à ces diplomaties qu'il serait vain de compter sur une force étrangère pour espérer agir favorablement sur la stabilisation et la pacification du pays. Tant le TPLF, hier au pouvoir dans le pays et aujourd'hui à la tête de l'insurrection armée la plus puissante, que le pouvoir fédéral actuel ont versé dans les réactions épidermiques face aux menaces d'ingérences extérieures. Et à ma connaissance aucune force d'opposition n'appelle aujourd'hui à une telle intervention armée internationale.

Ce dernier point de discussion est bien sûr hypothétique : quel Etat occidental aurait aujourd'hui intérêt à ouvrir un nouveau théâtre d'intervention en Ethiopie ? Mais force est de constater que, si un tel Etat existait, il aurait beaucoup de mal à convaincre de l'efficacité d'une telle action dans le sens d'une stabilisation politique du pays.

Les réponses occidentales à ce conflit restent pour l'heure cantonnées dans le domaine de la diplomatie, des échanges commerciaux et de l'assistance financière. Très récemment, la Banque mondiale s'est résolue à reprendre son assistance financière à destination des autorités éthiopiennes, avec un versement de 300 millions de dollars. Une telle décision n'a pas suscité l'opposition de Washington. Cette fois, ce fut le service d'action extérieure de l'Union européenne qui regretta cette décision, la qualifiant de prématurée.

DRAFT